



initial

Histoire du XX^e siècle

1945

1973

Le monde entre guerre et paix

TOME 2

**Serge Bernstein
Pierre Milza**



Histoire du XX^e siècle

1945
1973 *Le monde
entre guerre et paix*
TOME 2

initial

Sous la direction de
Serge Berstein
Pierre Milza

Serge Berstein
Gisèle Berstein
Yves Gauthier
Jean Guiffan
Olivier Milza
Pierre Milza



SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

Reconstruction ou construction d'un nouveau monde (1945-1953)

CHAPITRE 1	La reconstruction économique et financière	8
	Continuités et ruptures de l'après-guerre	10
	Un nouvel ordre économique mondial	15
	Une reconstruction rapide mais imparfaite	22
CHAPITRE 2	Le « leadership » américain	26
	Les États-Unis en 1945	28
	La suprématie économique	31
	Le chef de file du « monde libre »	35
	À l'heure du libéralisme et de l'anticommunisme	38
CHAPITRE 3	La reconstruction de l'Europe occidentale	44
	La reconstruction économique	46
	La renaissance politique	51
	Les débuts de la construction européenne (1948-1953)	56
CHAPITRE 4	La France de 1945 à 1952	60
	La reconstruction politique (1945-1947)	62
	Les institutions et leur pratique sous la IV ^e République	68
	La paralysie des institutions (1947-1952)	72
	La reconstruction économique	81
CHAPITRE 5	L'URSS à la fin de l'ère stalinienne	90
	Le redressement de l'URSS (1945-1953)	92
	Le retour à la dictature totalitaire	97

CHAPITRE 6 L'extension du communisme en Europe (1945-1948)	104
La mainmise communiste (1945-1947)	106
Un bloc économique dominé par l'URSS	108
Le contrôle politique du Kominform	112
La Yougoslavie en marge du modèle imposé	115
Dans les autres démocraties populaires	119
CHAPITRE 7 Les débuts du communisme en Chine (1945-1953)	122
Les conséquences de la guerre sino-japonaise (1937-1945)	124
La guerre civile et la victoire de Mao Zedong (1945-1949)	128
Les débuts de la République populaire de Chine (1949-1953)	132
CHAPITRE 8 La reconstruction du Japon (1945-1952)	136
L'état du Japon après la guerre	138
Une reconstruction politique sous surveillance	140
Un redressement économique remarquable	143
CHAPITRE 9 Les craquements de la domination coloniale (1945-1954)	146
Le renforcement de l'anticolonialisme	148
Les premières secousses indépendantistes (avant 1940)	154
Les premières indépendances (1945-1954)	157
CHAPITRE 10 L'environnement international : la guerre froide	164
L'ONU : un nouveau cadre pour la paix	166
Les débuts de la guerre froide (1945-1946)	169
L'émergence des blocs (1947-1949)	172
Le pacte Atlantique (1949)	177
Apogée et reflux de la guerre froide (1950-1953)	181
CHAPITRE 11 Les cultures de l'après-guerre	186
Le climat intellectuel du milieu du siècle	188
De la révolte à l'engagement	190
Une culture de guerre froide	192
Les vecteurs de l'affrontement culturel	194

SECONDE PARTIE

L'âge d'or des pays industriels (1953-1973)

CHAPITRE 12	Le progrès scientifique et technique	202
	et ses conséquences économiques	202
	Un nouvel âge d'or des sciences et des techniques	204
	Les domaines clés du progrès scientifique et technique	208
	De la révolution industrielle à la révolution informatique	214
CHAPITRE 13	La croissance des économies libérales	224
	Les facteurs de la croissance	226
	Caractères généraux et aspects nationaux de la croissance	233
	Croissance économique et reclassements sectoriels	238
	Une croissance déséquilibrée et contestée	241
CHAPITRE 14	Les transformations sociales dans les pays industrialisés	246
	Une évolution démographique alarmante	248
	Emploi et classes sociales	251
	La consommation de masse	257
	Intégration et contestations sociales	262
CHAPITRE 15	Les relations internationales	266
	L'équilibre de la terreur (1953-1962)	268
	Cuba : le monde au bord du gouffre (octobre 1962)	271
	De la coexistence pacifique à la détente	275
	La fissuration des blocs	279
	L'affrontement périphérique	282
CHAPITRE 16	Les États-Unis à l'apogée de leur puissance	290
	Le système politique américain	292
	L'apogée du capitalisme américain	296
	La société américaine à l'heure de la prospérité	300
	La recherche d'un renouveau politique	304
	La « maison divisée »	308
CHAPITRE 17	L'Europe occidentale au cœur des « Trente Glorieuses »	312
	Le déclin britannique	314
	Le « miracle allemand »	321
	Émergence économique et problèmes politiques de l'Europe méridionale	325
	Naissance et développement du Marché commun (1957-1973)	329

CHAPITRE 18	L'échec de la IV^e République en France (1952-1958)	334
	Le centre-droit au pouvoir (1952-1954)	336
	L'expérience Mendès France (1954-1955)	341
	La tentative du Front républicain (1956-1957)	349
	La guerre d'Algérie de 1956 à 1958	353
	La chute de la IV ^e République	360
CHAPITRE 19	Le temps du gaullisme triomphant (1958-1974)	366
	L'installation de la V ^e République	368
	La fin de la guerre d'Algérie (1958-1962)	370
	Les institutions et leur pratique	375
	Les succès de la politique gaullienne (1958-1965)	379
	L'usure du pouvoir et les crises du gaullisme (1965-1969)	384
	La présidence de Georges Pompidou (1969-1974)	393
CHAPITRE 20	La France dans la croissance (1950-1974)	400
	Les conditions de la croissance	402
	Croissance et inflation	406
	Une croissance sélective	410
	Les problèmes de la croissance	415
	Les mutations sociales	418
CHAPITRE 21	Le Japon, « troisième Grand »	426
	Le « miracle économique »	428
	Une société en mutation	432
	Un système politique particulier	436
CHAPITRE 22	Le monde socialiste après Staline	440
	La succession de Staline	442
	La déstalinisation à partir de 1956	444
	La tentative de réformes et son échec	447
	La victoire des hommes d'appareil après 1964	452
	Le socialisme, un « modèle unique »	455

CHAPITRE 23 L'émergence du tiers-monde	460
Les grandes étapes de la décolonisation après 1954	462
La difficile naissance des États issus de la décolonisation	467
L'intégration internationale du tiers-monde	470
CHAPITRE 24 Le tiers-monde, en marge des « Trente Glorieuses »	476
Tiers-monde et sous-développement	478
Les critères du sous-développement	481
Les facteurs internes du sous-développement	485
Les facteurs exogènes : les effets de la dépendance du tiers-monde	491
Les voies incertaines du développement	494
CHAPITRE 25 La Chine de Mao Zedong	500
Le temps du « modèle soviétique » (1953-1958)	502
La « voie chinoise » vers le socialisme (1958-1965)	505
La Révolution culturelle à partir de 1965	508
La Chine et le monde extérieur	512
CHAPITRE 26 Mouvement des idées et pratiques culturelles	516
Mondialisation et instantanéité de l'information	518
Médias et culture de masse : l'écrit	520
Remise en question du modèle productiviste	523
Cultures et modernité	525
L' <i>aggiornamento</i> de l'Église catholique	531
INDEX	535
TABLE DES ILLUSTRATIONS	542

La reconstruction économique et financière

En 1945, le système économique et financier mondial apparaît profondément désorganisé. Cependant, aux évidentes ruptures provoquées par la guerre se mêlent des éléments de continuité, tant en ce qui concerne ses différents acteurs publics et privés, États et entreprises, que leur hiérarchie et la nature des relations qu'ils entretiennent entre eux. Sous l'influence dominante des États-Unis, et aussi en grande partie sous l'égide de l'ONU, un nouvel ordre mondial s'édifie sur la base d'un libéralisme rénové qui imprègne la discipline monétaire comme les règles du commerce international. En parallèle, de puissantes entreprises capitalistes partagent désormais avec les syndicats et les pouvoirs publics la fonction d'animation de l'activité économique. Cette réorganisation permet un rétablissement relativement rapide de la production et des échanges.

Mais dans un monde politiquement divisé et économiquement hétérogène, la reconstruction libérale ne parvient pas à briser toutes les barrières qui cloisonnent durablement l'économie mondiale.



Continuités et ruptures

de l'après-guerre

L'économie et les finances mondiales apparaissent complètement désorganisées puisque la plupart des pôles naguère actifs sont sinistrés et que les relations se trouvent profondément perturbées, ne serait-ce que par la destruction des principales marines marchandes pendant la guerre.

► L'écart entre les pays industriels et les pays neufs

La prédominance des pays industrialisés se maintient. Chez les grands belligérants européens, si les destructions de toutes sortes ont incontestablement entraîné une paralysie provisoire de l'activité économique, elles n'ont pas, dans la plupart des cas, profondément entamé les forces productives. Les commandes d'une guerre au caractère industriel très affirmé ont même réveillé des secteurs en crise depuis 1929 comme le textile, la métallurgie ou la chimie ; une étape décisive a d'autre part été (douloureusement) franchie dans la connaissance et l'utilisation de l'énergie atomique. Globalement, le potentiel industriel de 1945 excède celui de 1939 en dépit des bombardements massifs et de la pauvreté des populations. L'avance acquise par les pays développés depuis la première révolution industrielle reste entière et, si la reconstruction s'impose bien comme un impératif urgent, elle ne part pas de rien : 1945 n'est pas une « année zéro ».

En contrepartie, les pays moins développés n'ont que partiellement comblé leur retard. Certes, en éliminant pratiquement la concurrence des pays industrialisés et en multipliant les besoins de produits divers, la guerre a procuré aux économies neuves des opportunités de croissance. Au demeurant, la part des pays non industrialisés dans les exportations mondiales atteint 35 % en 1948 contre 28 % en 1937. Les principaux bénéficiaires (dominions britanniques, Mexique, Brésil, Argentine) ont pu ainsi accumuler des devises fortes et accentuer un processus d'industrialisation déjà amorcé dans les années 1930. Cependant, la situation de la plupart des régions sous-développées du monde reste très précaire. Même l'Amérique latine relativement évoluée conserve une structure économique caractérisée par la prépondérance des activités agricoles et une situation financière dominée par l'omniprésence du capital nord-américain et la toute-puissance du dollar. Quant aux continents asiatique et africain qui ont joué dans le conflit mondial un important rôle stratégique, leurs économies sont restées soumises aux intérêts des grands

belligérants européens et japonais. Le puissant mouvement de décolonisation qui s'amorce au lendemain de la guerre, plus précocement en Asie et au Moyen-Orient qu'en Afrique, contribue davantage à miner un peu plus la puissance déclinante des métropoles européennes qu'à résoudre dans l'imédiat les problèmes que pose le sous-développement.

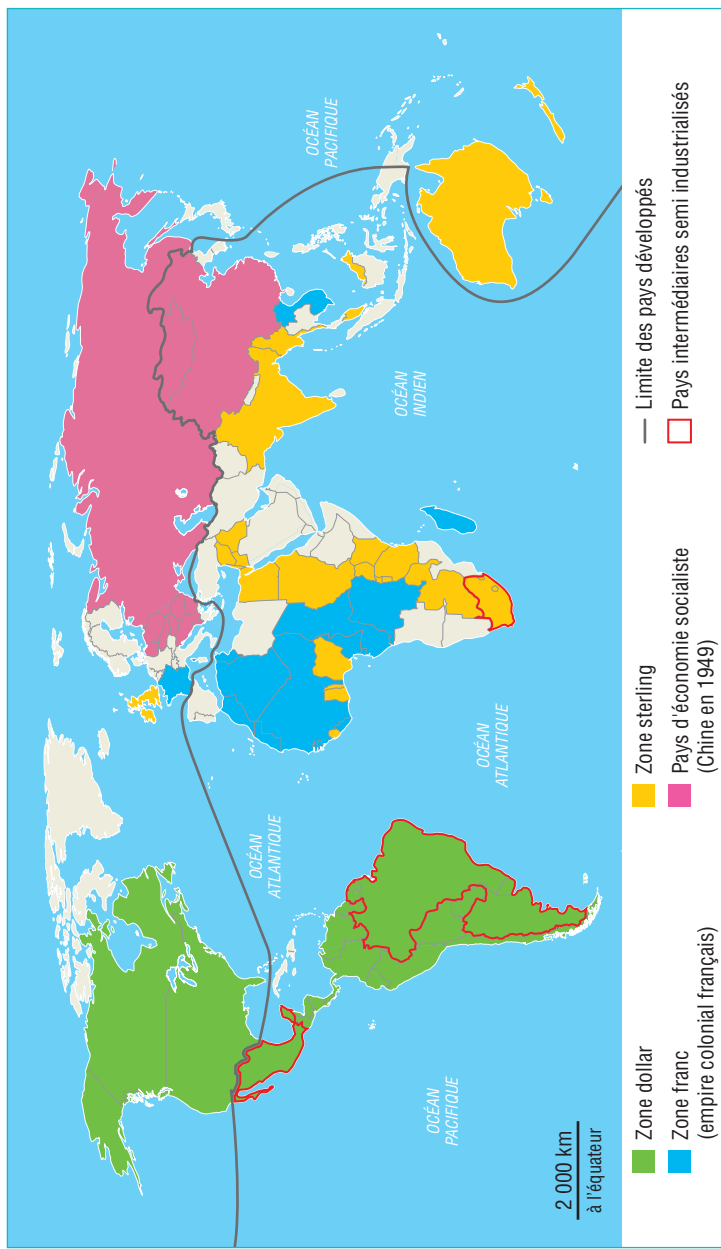
► Le reclassement des pôles dominants

Les données géopolitiques de la guerre ont joué au détriment des vieilles économies européennes et au profit des États-Unis dont la prospérité éclate en 1945. Dans une Europe déchirée, vainqueurs et vaincus confondus doivent tout à la fois relever leurs ruines matérielles, retrouver l'équilibre de leurs finances extérieures, rétablir la solidité de leurs monnaies rongées par l'inflation, recréer un consensus social compromis par les « règlements de comptes » qui ont suivi la Libération. Détruite et ruinée au point de se retrouver sans moyens de paiement internationaux (le dollar-gap), l'Europe en est réduite, pour démarrer sa reconstruction, à solliciter une aide extérieure qui ne peut guère venir que des États-Unis. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que le vieux continent subisse un recul considérable de son influence internationale. L'Europe occidentale cesse d'être le pôle organisateur du commerce mondial dont elle fournit cependant encore 37 % des exportations en 1948 (mais 46 % en 1937). La grande devise européenne qu'est la livre sterling a perdu tout crédit face au dollar comme le démontre l'échec de la tentative de retour à la convertibilité externe de juillet-août 1947. Bien que les placements en livres sterling restent très importants dans le monde, cette expérience malheureuse a démontré que leurs détenteurs sont prêts à les échanger contre des dollars à la première occasion. Dès lors, condamnée à une inconvertibilité durable, la devise britannique n'est plus en mesure de jouer un rôle actif dans les transactions internationales au dehors de la zone sterling.

L'irréversible poussée du mouvement de décolonisation achève, par ailleurs, d'affaiblir durablement le rayonnement mondial de l'Europe.

La concurrence japonaise, exacerbée par les difficultés de l'entre-deux-guerres au point de susciter l'inquiétude et la défiance des milieux d'affaires occidentaux, se trouve après 1945 éliminée pour aussi longtemps que le souhaitent les vainqueurs nord-américains qui occupent l'archipel nippon (« proconsulat » du général Mac Arthur). Le Japon voit en effet son industrie anéantie au lendemain de sa défaite, par la volonté même des États-Unis qui exercent une véritable tutelle sur l'archipel ; les grands zaibatsu qui avaient fait la puissance nipponne sont dissous, et la production industrielle (surtout l'acier) est soumise à un contingentement sévère.

Le système économique mondial au lendemain de la Seconde Guerre mondiale



Par ailleurs l'URSS, même avec l'apport des économies satellites qu'elle soumet à une rude exploitation, n'est pas en mesure de tenir avant longtemps un rôle économique en rapport avec sa nouvelle puissance politique et militaire. Les ravages de la guerre maintiennent sa production au quart du niveau américain et son rayonnement commercial est des plus limités puisque les pays socialistes n'effectuent en 1948 que 3,6 % des exportations mondiales ; son retard technologique reste considérable.

Les États-Unis, au contraire, détiennent à peu près toutes les cartes maîtresses de l'économie mondiale. Possesseurs pour quelques années du monopole nucléaire et plus généralement des techniques de pointe ainsi que des méthodes de gestion les plus efficaces, les États-Unis concentrent aussi une puissance productive gigantesque qui atteint la moitié de la capacité mondiale. Assurant presque le quart des échanges mondiaux, ils exercent une influence décisive sur le commerce international dont ils contrôlent les marchés, déterminent les cours directeurs, assurent le financement. Le dollar règne sans partage, doublement gagé par la possession des deux tiers du stock monétaire mondial (soit l'équivalent de 20 milliards de dollars) et par la puissance de l'économie. Maîtres des produits industriels et des moyens de paiement, les États-Unis disposent aussi de la survie alimentaire d'une grande partie de l'humanité. Seuls, ils sont en mesure de prendre l'initiative de la réorganisation du système économique et financier mondial.

► Le désordre inflationniste

L'inflation, mal chronique du second ^{xx}e siècle, n'est pas une inconnue en 1945 puisque les années 1920 avaient déjà été marquées par de fortes hausses de prix pouvant aller parfois jusqu'à la destruction complète d'une monnaie (comme dans le cas du mark allemand en 1923). Cependant la Seconde Guerre mondiale a incontestablement réuni les conditions d'une inflation soutenue que les contraintes de la reconstruction risquent fort de généraliser durablement. La vie chère, mal quotidien pour l'immense majorité des consommateurs, révèle aussi des déséquilibres dangereux pour la reconstruction.

Le mécanisme inflationniste a été armé par la guerre qui a pour effet de créer un grave déséquilibre entre l'offre et la demande de biens, et de provoquer parallèlement une augmentation excessive de la circulation monétaire. En effet, les commandes de guerre ont mobilisé les capacités de production disponibles au point de raréfier les produits de consommation civils, créant ainsi une situation de pénurie dans laquelle la demande exerce une pression favorable à l'augmentation des prix. Comme par ailleurs l'État accepte, pour financer les dépenses du conflit, un déficit budgétaire partiellement comblé

par de la création monétaire sans contrepartie économique (c'est le recours à la « planche à billets »), les moyens de paiement excèdent vite la masse nécessaire à l'écoulement de la production, ce qui libère les potentialités inflationnistes contenues dans le déséquilibre entre l'offre et la demande. Simultanément, l'accroissement des importations que requiert l'effort de guerre engendre, en l'absence d'exportations équivalentes, des déficits extérieurs qui conduisent à l'endettement et à la dépréciation de la monnaie, qui n'est qu'une façon différente d'exprimer l'inflation.

Après 1945, les hausses de salaires, socialement justifiées, octroyées à la Libération, les charges de reconstruction financées par le budget, le recours aux produits étrangers pour pallier les pénuries les plus criantes contribuent à entretenir les mécanismes inflationnistes au point que les prix continuent d'augmenter de 20 à 50 % par an selon les produits et les pays. En 1950-1951, la guerre de Corée relance encore une inflation mondiale qui commençait à s'apaiser.

La poussée inflationniste nuit à l'effort de reconstruction. Certes la hausse généralisée des prix et des salaires masque artificiellement les inégalités sociales ; elle permet surtout de financer la reconstruction par l'emprunt dans la mesure où les remboursements de la dette se trouvent allégés par la dépréciation monétaire, contrepartie de l'inflation. Cependant, elle décourage l'investissement productif au profit de la spéculation sur des valeurs refuges économiquement stériles (or, bijoux, tableaux) ou sur des produits qui permettent des gains substantiels et rapides sur le « marché noir ». D'autre part, les écarts d'inflation entre les pays, qui s'étalent de 1 à 20 ou même 30, interdisent le rétablissement durable des circuits commerciaux et financiers internationaux et justifient le maintien de l'inconvertibilité des monnaies entre elles. Il n'est pas jusqu'à la paix sociale, si nécessaire à l'effort de reconstruction, qui ne soit menacée lorsque les salariés découvrent que la hausse des prix annule rapidement les augmentations salariales. Du producteur au consommateur, chacun anticipe sur l'inflation qu'il escompte, contribuant ainsi à activer durablement le phénomène. La reconstruction impliquait donc une réduction préalable de l'inflation. Les moyens d'action ne manquaient pas, du prélèvement fiscal exceptionnel au nom de la solidarité nationale à la compression pure et simple de la masse monétaire opérée à la faveur d'un échange des billets en circulation. Il fallait encore pouvoir faire accepter ces mesures draconiennes par des sociétés qui sortaient de la guerre traumatisées et se montraient très inégalement disposées à supporter de nouvelles restrictions.

Un nouvel ordre économique mondial

► Un capitalisme libéral rénové

Pour sortir du chaos des lendemains immédiats de la guerre, il fallait mettre sur pied de nouvelles institutions capables de rétablir un ordre international stable et durable. Cette reconstruction juridique fut rondement menée sous la pression des États-Unis et de leurs alliés occidentaux, l'URSS ne pouvant de toute évidence accepter que du bout des lèvres une construction conforme aux canons du libéralisme.

Dès 1941, dans la charte de l'Atlantique, les Alliés avaient tenu à réaffirmer contre le nazisme les grands principes de liberté en matière de navigation, de transactions internationales et d'accès aux sources de matières premières. Ils souscrivaient ainsi, au moins formellement, aux thèses libérales particulièrement répandues aux États-Unis selon lesquelles le dirigisme protectionniste des années 1930 avait engendré les tensions qui conduisirent inéluctablement à la guerre. En 1945, ces principes libéraux bénéficient de l'influence dominante des États-Unis et coïncident en même temps avec les intérêts bien compris de l'économie américaine. En effet, l'énorme production nationale réclame de vastes marchés extérieurs aussi ouverts que possible pour s'écouler sans heurts, le risque d'un goulot d'étranglement étant toujours redouté depuis les crises de 1921 et de 1929. D'autre part, très conscients de leur position créancière à l'égard du reste du monde, les banquiers américains comme le Trésor fédéral souhaitent logiquement être remboursés dans des monnaies qui auront conservé

« Puisque la demande mondiale dépasse nos facultés de la satisfaire, nous concentrerons notre assistance dans les pays où elle sera la plus efficace pour construire un monde stable politiquement et économiquement, en favorisant la liberté humaine et les institutions démocratiques, en encourageant les politiques de commerce libéral et en renforçant l'autorité des Nations unies. C'est une simple mesure de bon sens... Les peuples libres qui cherchent à préserver leur indépendance, leurs institutions démocratiques et les libertés humaines contre les pressions totalitaires intérieures ou extérieures recevront par priorité l'aide américaine. »

*Déclaration du Secrétaire d'État
Dean Acheson au Congrès
des États-Unis, mai 1947.*

l'essentiel de leur valeur. C'est pourquoi le nouveau système économique international, élaboré au lendemain de la guerre, porte nettement la marque du parrainage de Washington.

► Le système monétaire international de Bretton Woods

Le SMI défini à Bretton Woods en juillet 1944 à partir d'un plan présenté par le représentant américain White se révèle conforme aux principes posés ci-dessus. Reprenant la pratique du *Gold Exchange Standard*, il préconise le retour dans les meilleurs délais à la libre convertibilité de toutes les monnaies entre elles et avec le dollar, devise clé du nouveau système que les responsables américains s'engagent à convertir en or sur la base de 35 dollars l'once. La libre convertibilité conditionne effectivement la reprise du commerce international, tandis que la référence à l'or privilégie la seule monnaie gagée par la possession de réserves importantes de métal précieux. L'accord de Bretton Woods instaure parallèlement un régime de parités fixes entre les monnaies du système, avec tolérance d'une marge de fluctuation réduite à plus ou moins 1 % de la parité déclarée, discipline qui constitue une garantie contre les fluctuations excessives, génératrices de risques de change insupportables.

Un Fonds monétaire international (FMI) est créé pour gérer le nouveau système et veiller au respect des règles établies à Bretton Woods. Chaque pays membre y verse un quota (un quart en or et trois quarts en monnaie nationale) proportionnel à son importance économique et en contrepartie duquel il pourra obtenir ensuite une aide en devises pour équilibrer sa balance des paiements. L'importance des quotas versés détermine l'influence de chacun des membres dans les votes du FMI, ce qui avantage donc les

« La parité de la monnaie de chaque État membre sera exprimée en termes d'or, pris comme commun dénominateur, ou en dollars des États-Unis d'Amérique du poids et du titre en vigueur le 1^{er} juillet 1944 (soit 35 dollars pour une once d'or fin).

Tout membre s'engage, par des mesures appropriées conformes au présent Accord, à ne permettre sur ses territoires que des opérations de change entre sa monnaie et les monnaies des autres pays membres qui respectent les limites prescrites (c'est-à-dire un écart ne dépassant pas 1 % de la parité).

Un membre ne pourra proposer une modification de la parité de sa monnaie que pour corriger un déséquilibre fondamental... »

*Règles fondamentales
du Système monétaire international
de Bretton Woods.*

plus puissants d'entre eux. Le Fonds peut autoriser les dévaluations dont le taux excède 10 % ; il décide les augmentations de quotas ; il aide les pays en difficulté sous condition d'un rétablissement rapide de leurs équilibres fondamentaux par une saine gestion.

Tel quel, le nouveau système monétaire apparaît harmonieux dans la mesure où il distribue équitablement les obligations entre les membres ; il est pourtant asymétrique car toutes ne sont pas aussi faciles à remplir. Pour les responsables américains, il s'agit essentiellement de préserver la parité-or du dollar, donc de maintenir une relation raisonnable entre les réserves de Fort Knox et la masse des billets verts en circulation, tâche qui ne paraît pas très compliquée, au moins au début de la période. Pour les gestionnaires des devises périphériques qui ne peuvent accéder à l'or que par l'intermédiaire du dollar, les choses paraissent moins simples. Ils doivent en effet restaurer les conditions économiques d'un retour à la convertibilité externe de leur monnaie, objectif qui ne pourra être atteint qu'au terme d'une dizaine d'années d'efforts ; ils devront ensuite assurer une défense permanente de leur parité déclarée, le plus souvent au prix d'une sévère austérité financière.

► Le GATT

Le *General Agreement on Tariffs and Trade* (Gatt) constitue le second pilier de la libéralisation des relations économiques. Limité à un simple accord signé à Genève en 1947 par la vigilance du Congrès américain hostile à toute organisation par trop contraignante, il préconise le désarmement douanier dans le respect de la réciprocité des avantages consentis, selon le principe déjà ancien de la clause de la nation la plus favorisée. Les pratiques commerciales déloyales telles que le *dumping* sont condamnées mais souvent difficiles à démasquer ; d'ailleurs le Gatt tolère de nombreuses dérogations et clauses de sauvegarde pour tenir compte des situations économiques particulières qui justifient fréquemment des mesures de protection. Il s'agit donc avant tout d'un cadre de négociation fondé sur un code de bonne conduite, suffisamment souple pour susciter dès sa création l'adhésion de 23 pays assurant ensemble 80 % du commerce mondial.

► Le patronage de l'ONU et ses limites

Dès sa création, en juin 1945, l'Organisation des Nations unies coiffe de son autorité juridique le nouvel édifice de l'ordre économique et financier international. De façon exemplaire, l'Administration des Nations unies

pour le secours et la reconstruction (organisme dont les initiales anglaises sont UNRRA), a consacré à sa mission plus de 1 milliard de dollars et fourni aux populations sinistrées plus de 20 millions de tonnes de produits de première nécessité (nourriture, vêtements, médicaments...), les seuls États-Unis prenant à leur charge les deux tiers du coût de cette aide d'urgence.

Très majoritairement acquis au libéralisme, ses fondateurs ont aussi une conception large et approfondie des relations internationales. Ils considèrent qu'à l'égal des actions de nature politique la coopération économique entre les États constitue non seulement un facteur de développement mais aussi une garantie du maintien de la paix qui est leur objectif essentiel. C'est pourquoi l'ONU comporte un Conseil économique et social (ECOSOC) qui, en liaison avec plusieurs organismes spécialisés, a pour mission de promouvoir le développement économique et social. Le Fonds monétaire international compte au nombre des institutions rattachées à l'ONU ainsi que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) particulièrement vouée au financement des grands programmes d'investissement qu'implique la reconstruction. Progressivement d'autres organismes interviennent dans des domaines divers, comme la FAO, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, ou encore l'OIT, Organisation internationale de travail compétente pour les questions sociales. Enfin, par sa nature même, l'ONU se présente comme un forum à vocation universelle où les problèmes économiques ne manqueront pas d'être largement débattus.

► Vers un capitalisme ordonné

Les nécessités de la reconstruction dans un contexte de guerre froide prolongent l'exigence d'organisation rationnelle de l'économie que le conflit mondial avait déjà imposée au nom de l'efficacité militaire. Les dirigeants politiques issus de la Résistance se veulent porteurs d'une volonté de rénovation d'un capitalisme profondément ébranlé par la grande dépression des années 1930. Souvent influencés par les théories socialistes, ils ne sont pas hostiles à une certaine dose d'interventionnisme qui leur semble une garantie de bon fonctionnement des mécanismes économiques en même temps que d'équité sociale. L'idée s'impose que le libéralisme doit désormais être ordonné, encadré par les lois de l'État et soumis à l'arbitrage des pouvoirs publics. Si la propriété privée des moyens de production et le rôle prépondérant de l'initiative individuelle ne sont pas fondamentalement remis en question, trois caractères apparus au cours du siècle s'affirment néanmoins

de plus en plus nettement et confirment la mutation du capitalisme : le triomphe de la grande entreprise, le rôle accru de l'État, l'intervention croissante des syndicats dans la vie économique et sociale.

Les grandes entreprises au statut de société anonyme naguère tenues en suspicion par les syndicats ouvriers comme par les petits patrons et par l'État ont démontré leur efficacité pendant la guerre. Elles semblent les plus aptes à mobiliser leur puissance au service de la reconstruction afin de vaincre rapidement les pénuries. Certes, le rôle des petites et moyennes entreprises demeure partout considérable, mais il n'est pas douteux que la structure des grandes économies évolue irréversiblement vers un état d'oligopoles caractérisé par le fait que quelques unités peu nombreuses se partagent le contrôle de l'industrie, de la finance et du commerce, parfois même de l'agriculture.

La grande entreprise prend alors des traits distinctifs acquis au cours d'un long processus de concentration technique et financière. Elle se distingue

DOCUMENT SOURCE

Un nouveau capitalisme libéral

« Cette société est bien différente de la société capitaliste à laquelle elle succède [...]. Comment appeler cette nouvelle société ? Toute une gamme de noms est présente à l'esprit : le *Welfare state*, l'économie mixte, l'État technocratique, le capitalisme progressiste, le *Fair deal*, le capitalisme d'État...

Elle est capitaliste dans la mesure où la propriété privée de l'industrie prédomine, où la plus grande partie de la production est mise sur le marché dans des conditions de concurrence et où un grand nombre des anciennes différences de classe subsiste. Elle est non capitaliste dans la mesure où le dirigisme contrôle le jeu de la concurrence. Elle est technocratique dans la mesure où la gestion de l'industrie est passée pour une large part, tout en restant soumise au contrôle de l'État, entre les mains des technocrates qui ont usurpé la position occupée autrefois par la classe des capitalistes. Elle est socialiste en ce sens que la répartition du revenu est beaucoup plus égalitaire, qu'une partie importante de la puissance économique et divers facteurs de l'industrie sont socialisés, qu'un salaire minimum national et un ensemble de mesures de sécurité sociale ont été adoptés et que la planification est en grande partie orientée vers les objectifs socialistes traditionnels. »

C.A.R. Crosland, député travailliste britannique, L'Avenir du socialisme, Éditions Ouvrières / de l'Atelier, 1952.

par la masse de ses capitaux, par l'importance de son chiffre d'affaires, par l'ampleur des effectifs qu'elle emploie. Elle s'affirme comme un centre de pouvoir qui influence de manière décisive l'investissement, la production, la vie sociale, les échanges, et parfois aussi la décision politique par les pressions qu'elle est en mesure d'exercer sur les parlements ou les gouvernements (le rôle des lobbies aux États-Unis). Les grandes entreprises ne limitent d'ailleurs pas leur action à leur pays d'origine ; elles élaborent déjà des stratégies qui dépassent largement les frontières de l'État et en font des acteurs à part entière des relations économiques internationales. Le mouvement d'internationalisation de leurs activités qui s'était fortement ralenti depuis 1930 manifeste une reprise vigoureuse par la création de filiales à l'étranger dès la période de reconstruction. Le règne des sociétés multinationales s'annonce dès l'aube des années 1950.

L'intervention de l'État dans la vie économique et sociale, tout à fait contraire à l'esprit même du libéralisme pur, est elle aussi mieux acceptée par l'opinion depuis la crise de 1929 et la guerre. Pourquoi en effet les pouvoirs publics, qui ont engagé la lutte contre le chômage dans les années 1930 puis orchestré la mobilisation de l'économie pendant cinq ans, ne seraient-ils pas en mesure d'élaborer et de conduire des stratégies de reconstruction alors même que les progrès de la science économique, accomplis notamment depuis Keynes, les rendent capables d'actions plus cohérentes et efficaces ? C'est d'abord en utilisant systématiquement les moyens classiques du contrôle de la monnaie et du budget que les gouvernements entendent maîtriser la conjoncture économique. L'acceptation délibérée du déficit budgétaire devient ainsi une méthode couramment utilisée pour relancer une activité économique défailante (*deficit spending*), tandis que la manipulation de la masse monétaire dans le sens de l'expansion ou de la contraction permet, selon les cas, de stimuler ou de refroidir la conjoncture. C'est par un dosage subtil de ces actions opposées que les pouvoirs publics s'efforcent dès 1946 de financer la reconstruction tout en jugulant les tensions inflationnistes.

Parallèlement, les États étendent considérablement le champ de leur puissance en matière économique. Tous, même les plus fidèles au libéralisme comme les États-Unis ou l'Allemagne occidentale, prélèvent (essentiellement par l'impôt) entre le quart et le tiers du produit national, énorme trésor mis au service des politiques économiques et sociales. L'État intervient plus directement encore grâce à la multiplication des entreprises à capitaux publics dont le degré d'autonomie est néanmoins très variable selon les cas. Dès la fin de la guerre, une vague de nationalisations particulièrement

puissante en France et en Grande-Bretagne a placé sous tutelle publique tout ou partie de l'énergie, des banques et assurances, des moyens de transport. La sidérurgie britannique, la firme automobile Renault et certaines entreprises françaises d'armement ont également été nationalisées. Ici, l'État fait plus qu'encadrer l'activité économique puisqu'il en modifie les structures, se substituant à une initiative privée jugée défailante. La France est d'ailleurs le premier pays libéral à aller jusqu'à l'adoption, à partir de 1947, d'un système de planification souple destiné à programmer à moyen terme la reconstruction et la modernisation de l'économie (plan Monnet). Le Royaume-Uni s'est montré en revanche plus précoce dans la définition d'une politique d'aménagement du territoire soucieuse de corriger les déséquilibres régionaux. Enfin, l'État élargit grandement son action dans le domaine social en réglementant la couverture de risques divers (maternité, maladie, accidents du travail, vieillesse, chômage) dans le cadre de systèmes de sécurité sociale et d'allocations familiales très audacieux au Royaume-Uni (*Welfare State*) et en France, beaucoup plus limités et prudents en Allemagne occidentale, qui a pourtant adopté un système original d'« économie sociale de marché », et surtout aux États-Unis malgré le *Fair Deal* annoncé par le président Truman.

Le renforcement du rôle compensateur des syndicats se confirme au lendemain de la guerre. Depuis les années 1930, dans le souci d'obtenir un large et durable consensus social dans la lutte contre la crise puis contre le fascisme, la législation a partout reconnu aux syndicats une fonction de contre-poids à l'influence des grandes entreprises et un rôle privilégié dans la défense des intérêts des travailleurs. Les grandes centrales syndicales (AFL-CIO aux États-Unis, TUC en Grande-Bretagne, DGB en Allemagne, CGL en Italie, CGT réunifiée en France jusqu'en 1947) se réorganisent en 1945. Toutes connaissent un gonflement de leurs effectifs grâce à l'adhésion de nouveaux membres motivés par les expériences de rénovation des relations sociales conçues dans les mouvements de résistance. Il s'agit de construire des sociétés plus justes, soucieuses de préserver l'égalité des chances de tous les individus, de mettre fin aux « féodalités » anciennes mais surtout de protéger les plus faibles et les plus démunis. Le rôle des syndicats dépasse donc la simple défense d'avantages immédiats concernant les rémunérations ou la durée du travail. Les représentants syndicaux, prêts à accepter l'effort qu'implique la reconstruction, entendent négocier avec le patronat et sous l'arbitrage des pouvoirs publics l'ensemble des relations sociales dans l'entreprise. En France, les résultats acquis sont consignés dans des conventions collectives, véritables chartes sociales pour les différents secteurs d'activité.

En Allemagne, les syndicats participent activement à l'élaboration des projets de cogestion qui, à partir de 1951-1952, aménagent la participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Les difficultés inhérentes à la reconstruction, attisées par les effets de la guerre froide, ne permettront pourtant pas l'établissement d'une paix sociale durable. Dès 1947, de puissants mouvements revendicatifs agitent particulièrement la France sans toutefois remettre en cause les acquis syndicaux.

Une reconstruction rapide mais imparfaite

► Le relèvement de la production

Favorisée par la rénovation des systèmes de production, soutenue par l'effort d'une main-d'œuvre diminuée par la guerre mais largement mobilisée au service d'une demande gigantesque, stimulée de façon décisive en Europe par l'aide américaine, la reconstruction s'est achevée plus rapidement que ne le laissait prévoir la situation désastreuse de 1945. Elle a cependant exigé des délais différents selon les domaines d'activité et les pays considérés. Dans le camp des vainqueurs, les États-Unis ont réussi la reconversion de leur économie avec un simple fléchissement de la croissance entre 1946 et 1949, sans comparaison avec la crise brutale qui avait suivi la Grande Guerre en 1921. En URSS, le IV^e plan quinquennal de 1946 à 1950, dont la réalisation a été facilitée par les lourds prélèvements imposés aux vaincus, a permis de reconstituer l'équipement du pays dès 1948 mais il faut attendre 1952 pour retrouver un niveau de consommation tolérable bien que modeste. En Europe occidentale, dans le cadre des organisations mises sur pied pour gérer le plan Marshall (Organisation européenne de coopération économique ou OEEC dès 1948, complétée en 1950 par l'Union européenne des paiements – UEP), la reconstruction des Alliés a été plus rapide que celle de l'Allemagne qui connaît cependant un redressement spectaculaire et durable à partir de 1948-1950. La guerre froide a en effet incité les anciens vainqueurs à rétablir une économie allemande solide pour endiguer en Europe la nouvelle menace du communisme. Le même phénomène joue en faveur du Japon lors de la guerre de Corée à partir de 1950.

► La mise en œuvre du système monétaire international

Au Royaume-Uni, où une politique fiscale courageuse durant la guerre avait limité la hausse des prix, une gestion vigilante assortie pourtant d'une dévaluation de la livre en 1949 a réussi à stabiliser la monnaie. Des politiques rigoureuses conduites avec fermeté se sont révélées efficaces en Belgique, en Italie, en Allemagne occidentale où la réforme du mark de juin 1948 suivie d'une dévaluation l'année suivante, dotait l'économie d'une monnaie à la fois solide et compétitive vis-à-vis de l'extérieur. En France, l'échec de la déflation monétaire préconisée par Pierre Mendès France au lendemain de la Libération devait conduire à des solutions plus modérées faisant une large place à l'emprunt, mais moins efficaces quant à la consolidation du franc plusieurs fois dévalué entre 1945 et 1949. Le

DOCUMENT SOURCE

Pierre Mendès France refuse les facilités de la politique d'inflation

« On nous a saisis d'un budget dont les dépenses sont trois fois et demie plus élevées que les recettes sans qu'aucun effort de compression, de classification des urgences ait été opéré ; on annonce l'amnistie pour ceux qui déclareront, avec quelque retard, leurs avoirs à l'étranger, on nous fait prévoir l'emprunt à jet continu [...]. Politique de confiance, c'est-à-dire politique de facilité, cette facilité porte un nom qui est l'inflation, l'inflation sans contrepartie ni contre-mesure.

Seule l'inflation permet à la fois de satisfaire les demandes d'augmentation de salaires, d'accorder des accroissements de tarifs ou de prix [...] et même des dégrèvements fiscaux sans inquiéter sérieusement ceux qui ont accumulé des avoirs considérables et cachés, et sur qui l'on compte au fond pour souscrire aux futurs emprunts [...] Or, distribuer de l'argent à tout le monde sans en reprendre à personne, c'est entretenir un mirage, un mirage qui autorise chacun à croire qu'il va vivre aussi bien [...] qu'avant la guerre, alors que les dévastations, les spoliations, l'usure du matériel et des hommes ont fait de la France un pays pauvre [...]. La course sans fin ne peut être stoppée que si le gouvernement, par des décisions courageuses et qui frappent l'opinion, témoigne enfin de sa volonté de briser le circuit inflationniste. »

Lettre de démission de Pierre Mendès France, ministre de l'Économie nationale au général de Gaulle, 18 janvier 1945.

réalignement monétaire de septembre 1949 qui se traduit, à la suite de la livre sterling, par la dévaluation d'une vingtaine de grandes monnaies, met en fait un terme aux grands désordres inflationnistes hérités de la guerre et pose les bases d'une stabilité monétaire qui ne sera que momentanément perturbée par la guerre de Corée : dès 1953-1954, la liberté des changes est rétablie en RFA et au Royaume-Uni, mais il faudra néanmoins attendre 1957 pour que la convertibilité des monnaies prévue à Bretton Woods soit enfin rétablie.

► Le rétablissement des échanges commerciaux

La reprise du commerce international est évidemment favorisée par la remise en ordre des monnaies comme par les aménagements douaniers progressivement obtenus sous les auspices du Gatt et de l'OECE (en 1957, 90 % des contingentements auront ainsi été abolis en Europe). Dès 1951, les échanges mondiaux ont non seulement dépassé leur niveau de 1938 mais aussi celui de 1929 qui avait été la meilleure année de l'entre-deux-guerres. La balance des paiements de l'Europe occidentale, dont le déficit pesait depuis la guerre sur la reprise des échanges commerciaux, redevient légèrement excédentaire en 1952. Le vieux continent retrouve un rôle moteur dans les relations économiques et financières internationales.

Si tous les problèmes ne sont pas résolus en 1953 lorsque s'apaise le conflit coréen, la reconstruction peut néanmoins être considérée comme terminée.

► Un système mondial toujours hétérogène

Cette œuvre ambitieuse de reconstruction était trop visiblement influencée par les conceptions et les intérêts anglo-saxons, et partant, mal adaptée à un monde politiquement divisé et économiquement hétérogène, pour faire l'unanimité ; elle se condamnait ainsi à voir son projet global contesté ou même totalement rejeté. À partir de 1947, la guerre froide radicalise l'opposition entre les systèmes économiques inspirés par le capitalisme libéral et ceux qui appliquent le socialisme dirigiste sur le modèle de l'URSS, et souvent sous sa contrainte. D'emblée, l'URSS a refusé de participer au nouveau système monétaire international et d'adhérer au Gatt. Malgré ses immenses besoins de reconstruction, elle décline toutes les offres d'aide américaine, parce qu'elles s'accompagnent d'exigences libérales sous un contrôle de Washington que Staline ne peut accepter. Ainsi, à l'été 1947, Staline refuse le plan Marshall et impose la même réponse négative à la Tchécoslovaquie et à la Pologne. Dès lors, capitalisme libéral et socialisme autoritaire mènent séparément leur effort de reconstruction ; or, avec la victoire des maoïstes en

Chine en octobre 1949, c'est presque le tiers de l'humanité qui se trouve engagé dans l'expérience du socialisme autoritaire.

En Europe occidentale, les réticences des dirigeants politiques et des opinions publiques à l'égard de la prépondérance des États-Unis ont pu être assez facilement surmontées par une adhésion commune aux valeurs de la démocratie libérale, et aussi par la nécessité d'opposer un front uni face au bloc soviétique ressenti comme constamment menaçant. Toutes les préventions antiaméricaines ne sont pas levées pour autant ; partis communistes et formations nationalistes ne cessent de dénoncer l'emprise de Washington sur les économies nationales. Même les dirigeants libéraux estiment que la situation précaire des économies européennes ne leur permet pas d'affronter les dures lois du marché qui sont au cœur du système libéral. Ils prônent en conséquence le maintien de protections douanières sans lesquelles la concurrence des produits américains risquerait vite d'être dévastatrice. Parallèlement, les déséquilibres financiers du moment poussent le Royaume-Uni et la France à défendre jalousement les relations privilégiées organisées pendant la guerre à l'intérieur de la « zone sterling » et de la « zone franc ».

La fragmentation du continent européen illustre en outre assez clairement le morcellement durable du système économique de l'après-guerre. Rompues au cœur de l'Europe par la dislocation de l'Allemagne, les relations commerciales et financières intra-européennes sont de surcroît écartelées par le jeu des forces centrifuges qu'alimente l'antagonisme entre l'est et l'ouest du continent.

Si le rapprochement des États européens s'impose comme une nécessité dès la reconstruction, le choix entre la solution atlantiste et la voie proprement européenne divise les gouvernements : la construction européenne en sera retardée.

Enfin, les pays sous-développés, dont beaucoup emploient leurs forces à lutter pour obtenir leur indépendance politique, sont encore bien moins préparés à entrer dans un système économique libéral, dans la mesure où ils ne disposent guère d'atouts à faire valoir dans la concurrence internationale. La profondeur de ces oppositions politiques et de ces contrastes économiques repousse à un horizon lointain la réalisation du projet formé par le président Roosevelt de réorganiser l'économie et les finances à l'échelle de la planète. La reconstruction a néanmoins rétabli plus vite que prévu les circuits économiques et financiers du monde libéral, le préparant pour une exceptionnelle période de croissance, longue d'un quart de siècle.